

EXHIBIT 1

EXHIBIT 1A

**ORGANISATION POUR L'HARMONISATION
EN AFRIQUE DU DROIT DES AFFAIRES
(OHADA)**

**COUR COMMUNE DE JUSTICE
ET D'ARBITRAGE
(CCJA)**

Assemblée plénière

COPIE EXECUTOIRE

Audience publique du 14 juillet 2016

Recours en contestation : n°031/2015/PC du 12/02/2015

AFFAIRE : ETAT DU NIGER

(Conseils : SCPA JUSTICIA Avocats Associés, Avocats à la Cour)

Contre

SOCIETE AFRICARD CO LTD (BVI)

(Conseils : SCP YANKORI et Associés, Avocats à la Cour)

ARRET N° 141/2016 du 14 juillet 2016

La Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), Assemblée plénière, a rendu l'Arrêt suivant en son audience publique tenue le 14 juillet 2016 à Abidjan où étaient présents :

Monsieur Abdoulaye Issoufi TOURE,	Premier Vice-président, Président
Madame Flora DALMEIDA MELE,	Seconde Vice-présidente
Messieurs Namuano F. DIAS GOMES,	Juge, rapporteur
Victoriano OBIANG ABOGO,	Juge
Marcel SEREKOÏSSE-SAMBA,	Juge
Mamadou DEME,	Juge
Idrissa YAYE,	Juge
Djimasna N'DONINGAR,	Juge
Birika Jean Claude BONZI,	Juge
Diehi Vincent KOUA,	Juge
Fodé KANTE,	Juge
César Apollinaire ONDO MVE,	Juge
Robert SAFARI ZHAIIRWA,	Juge

et Maître Paul LENDEONGO, Greffier en chef ;



Sur le recours enregistré au greffe de la Cour de céans le 12/02/2015 sous le numéro N°031/2015/PC et formé par la SCPA JUSTICIA Avocats & Associés, Dar Es Salam, 52 Rue de la Radio, BP 13.851 Niamey, agissant au nom et pour le compte de l'Etat du NIGER, pris en la personne du Secrétaire Général du Gouvernement sis au Palais de la Présidence de la République, dans la cause l'opposant à la société AFRICARD CO Ltd, sise à Geneva Place, Road Town, TORTOLA, BRITISH VIRGIN ISLAND, ayant pour conseils la SCP YANKORI & Associés, Cabinet sis 754, Rue du Plateau, Niamey (Niger),

en contestation de validité de la sentence arbitrale rendue le 06 décembre 2014 par le Tribunal arbitral, sous l'égide de la CCJA, dans l'affaire n°003/2013/ARB du 14 avril 2013, dont le dispositif est le suivant :

« Par les motifs exposés ci-dessus, le tribunal arbitral :

- Déclare les demandes de réparation des préjudices excipés par la Société AFRICARD CO LTD, demanderesse, recevables et bien fondées ;
- Condamne en conséquence l'Etat du Niger, défendeur, au paiement à la demanderesse, les sommes suivantes :

- 44.740.781 (Quarante-quatre millions sept cent quarante mille sept cent quatre-vingt-un) FCFA, au titre de l'indemnisation du préjudice de pertes subies ;

- 15.440.533.316 (quinze milliards quatre cent quarante millions cinq cent trente-trois mille trois cent seize) FCFA, au titre de l'indemnisation du préjudice de manque à gagner ;

- Dit que chacun des montants sus mentionnés produira intérêts à compter du 15 avril 2013, date de dépôt de la demande d'arbitrage jusqu'à complet paiement, au taux d'intérêt annuel de la BCEAO spécifié par la demanderesse, soit 13% ;

- 156.747.299 (Cent cinquante-six millions sept cent quarante-sept mille deux cent quatre-vingt-dix-neuf) FCFA, au titre du remboursement des frais de la présente procédure engagés et avancés par elle ;

- 1.000.000.000 (Un milliard) FCFA, à titre de dommages et intérêts pour le préjudice moral ; dit que cette somme produira intérêts à compter du prononcé de la sentence, au taux d'intérêts annuel de la BCEAO spécifié par la demanderesse, soit 13% ;

- Dit qu'il n'y a pas lieu de convertir en euro le montant des condamnations susmentionnées ;



- Dit qu'il n'y a pas lieu d'ordonner l'exécution provisoire de la présente sentence ;
- Reçoit en la forme, l'Etat du Niger en sa demande reconventionnelle ; la déboute, quant au fond ;
- Rejette toutes autres demandes, fins ou conclusions » ;

Le requérant invoque à l'appui de son recours les deux moyens d'annulation tels qu'ils figurent à la requête annexée au présent arrêt ;

Sur le rapport de Monsieur Namuano Francisco DIAS GOMES, Juge :

Vu les dispositions des articles 21 à 25 du Traité relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique ;

Vu les dispositions des articles 29 et 30 du Règlement d'arbitrage de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage de l'OHADA ;

Vu le Règlement de procédure de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage de l'OHADA ;

Attendu qu'il ressort des pièces du dossier de la procédure qu'en vue de doter ses ressortissants de passeports biométriques et électroniques, l'Etat du Niger, initia, courant 2011, sous l'égide du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Religieuses, une procédure administrative dite « négociée par entente directe » avec mise en concurrence de trois sociétés spécialisées à la production à grande échelle de ces documents ; que cette procédure, qui fut approuvée, autorisée et diligentée par le Directeur Général du Contrôle des Marchés Publics ; que le marché fut attribué à la Société AFRICARD CO Limited (BVI), à laquelle notification sera faite par lettre n°00000200/MIS D/AR/DGR/DAF/DMP du 28 janvier 2011 dudit Ministre, l'informant de l'adjudication du marché pour un montant de trente-quatre milliards huit cent millions (34.800.000.000) F CFA HT ; que cette lettre fut suivie d'une convention en date du 13 octobre 2011 dénommée « Convention pour la production de passeports biométriques et électroniques en République du Niger » ; que par lettre en date du 24 mars 2012, ledit Ministre informait le Directeur Général de la Société AFRICARD CO LTD de la résiliation de la convention ; que la Société intercédera auprès des autorités nigériennes afin, qu'elles reconsidèrent leur décision d'annulation ; que cette démarche gracieuse s'étant avérée infructueuse, la Société AFRICARD CO LTD recourut à la voie judiciaire pour contester la décision d'annulation de la convention ; qu'à cet effet, la Cour d'Etat du Niger, faisait, par Arrêt n°13-04 du 23 janvier 2013, droit à la requête de la Société ; que cet arrêt ne changera rien dans la position dudit Ministre ; que devant ce silence la Société saisissait la CCJA d'une requête aux fins d'arbitrage ; que le Tribunal arbitral, par sentence avant-dire-droit du 09 juin



2014, déclara que la résiliation unilatérale par l'Etat du Niger était abusive et fautive ; reconnut le droit à réparation de la Société AFRICARD CO LTD du préjudice et du manque à gagner, et à l'effet de fixer les quantums à payer, ordonna une expertise ; qu'après l'expertise le Tribunal arbitral a rendu, le 06 décembre 2014, la sentence finale, objet du présent recours en contestation de validité.

Sur la recevabilité du recours

Attendu qu'en son mémoire en réponse, la société AFRICARD CO Ltd souleve « in limine litis » l'irrecevabilité du recours en contestation de validité aux motifs d'une part qu'un recours n'est ouvert que dans les hypothèses limitativement prévues par l'article 30.6 du Règlement d'arbitrage de la CCJA, qu'en l'occurrence les moyens invoqués n'y figurent pas ; et d'autre part que la requête est entachée d'irrégularité de forme en violation de l'article 27-1 du Règlement de procédure de la CCJA qui impose aux parties de joindre copies de toutes les annexes mentionnées, certifiées conformes par la partie qui les dépose ;

Mais attendu qu'en l'espèce d'une part, un des moyens soulevés se fonde sur l'absence de conformité de la décision de l'arbitre à sa mission ; et que, d'autre part, il ressort du dossier de la procédure que les annexes sont certifiées conformes ; qu'il y a lieu de déclarer recevable le recours ;

Sur le premier moyen d'annulation tiré de l'absence de conformité de la décision de l'arbitre à sa mission ensemble violation des articles 16 et 17 du Règlement d'arbitrage et 26-3 de l'Acte uniforme sur le droit de l'arbitrage

Attendu que l'Etat du Niger reproche au Tribunal arbitral d'avoir statué sans se conformer à sa mission au motif qu'il s'est appuyé uniquement sur le rapport d'expertise pour fixer les quantums des préjudices subis par la société AFRICARD CO Ltd en lieu et place des dispositions du Droit nigérien en la matière, alors que le procès-verbal valant acte de mission prévoit en son point V-3 que la loi applicable au fond de litige est la loi nigérienne ; que les motifs retenus par le tribunal arbitral pour le condamner au paiement, au titre de l'indemnisation pour les pertes subies et pour les préjudices du manque à gagner, n'étaient pas justifiés au regard des dispositions de l'article 144 du décret n°2011-686/PRN/PM du 29 Décembre 2011 portant Code des Marchés Publics et des Délégations des Services Publics aux termes duquel : « En dehors des cas où la résiliation est prononcée en vertu du point (a) de l'article 142 ci-dessus, le titulaire du marché a droit à une indemnité de résiliation calculée forfaitairement sur la base des prestations qui demeurent à exécuter. Ce pourcentage est fixé dans les cahiers des clauses administratives générales pour chaque nature de marché » ; qu'il ressort



des dispositions des articles 16 et 17 du Règlement d'arbitrage que : « Les règles applicables à la procédure devant l'arbitre sont celles qui résultent du présent Règlement et, dans le silence de ce dernier, celles que les parties ou à défaut l'arbitre, déterminent, en se référant ou non à une loi interne de procédure applicable à l'arbitrage. » et « les parties sont libres de déterminer le droit que l'arbitre devra appliquer au fond du litige. A défaut d'indication par les parties du droit applicable, l'arbitre appliquera la loi désignée par la règle de conflit qu'il jugera appropriée en l'espèce. Dans tous les cas, l'arbitre tiendra compte des stipulations du contrat et des usages du commerce... » ; et qu'aux termes de l'article 26-3 de l'Acte Uniforme relatif au droit de l'Arbitrage : « ...le Tribunal arbitral en statuant doit se conformer à la mission qui lui a été confiée » ;

Mais attendu qu'il résulte des pièces du dossier de la procédure que la Cour d'Etat du Niger a, par arrêt N°13-04 du 23 janvier 2013, déclaré les textes de loi nigérienne de 2011 portant le Code des Marchés Publics et des Délégations des Services Publics soulevés par l'Etat du Niger inapplicables à la convention pour la production de passeports biométriques et électroniques en République du Niger du 13 octobre 2011, au motif qu'ils lui sont postérieurs ; que l'article 24 alinéa 2 de cette convention dispose que : « Dans le cas d'une résiliation, par l'Etat du Niger, et sans manquement du cocontractant, l'Etat du Niger s'engage à lui verser les sommes correspondant aux manques à gagner résultant de cette résiliation... » ; que le point IX.5 du procès-verbal de la réunion tenue le 26 septembre 2013, valant acte de mission, dispose que : « Le Tribunal pourra, de sa propre initiative ou à la demande d'une des parties, après avoir entendu les parties, nommer en application de l'article 19.3 du Règlement d'arbitrage, un ou plusieurs experts... » ; que l'accord de volonté qui est à la base du contrat entre les parties et les textes de loi relatifs font obstacle à ce que l'une d'elles puisse, en cours d'exécution du contrat, le modifier ou le résilier ; qu'ainsi il ressort du dossier de la procédure que lors de l'audience des plaidoiries du 16 janvier 2014, sommé de s'expliquer davantage sur sa demande subsidiaire, le Directeur du Contentieux de l'Etat du Niger a, à la page 82 du Transcrit n°510, déclaré que : « ...le Tribunal ne doit s'en tenir, pour évaluer le préjudice qui a été causé à AFRICARD CO, qu'à des pièces ou à des preuves qui ne souffrent d'aucune ambiguïté... C'est pourquoi, j'insiste là-dessus, il faut un vrai travail d'expert pour déterminer exactement le préjudice qui aura été causé à AFRICARD CO... » ; **qu'ainsi l'utilisation du rapport de l'expert pour fixer le montant des dommages et du manque à gagner n'écarte pas le tribunal de sa mission ; qu'il est constant donc que le Tribunal Arbitral a bien statué conformément à sa mission et n'a pas violé l'article 30.6-2 du Règlement d'arbitrage de la CCJA ; que ce moyen n'est pas fondé, qu'il y a lieu de le rejeter.**



**Sur le deuxième moyen d'annulation pris de l'insuffisance de motifs,
ensemble violation de l'article 22-1 du Règlement d'arbitrage**

Attendu que l'Etat du Niger fait grief au Tribunal arbitral d'avoir violé les dispositions de l'article 22.1 du Règlement d'arbitrage de la CCJA au motif que la sentence querellée était insuffisamment motivée ;

Mais attendu qu'aux termes de l'article 29.2 du Règlement d'Arbitrage CCJA, la contestation de validité de la sentence arbitrale ne peut être fondée que sur un des motifs énumérés à l'article 30.6 du même Règlement ; que l'insuffisance de la motivation de la sentence ne faisant pas partie de ces cas d'ouverture, ce moyen est irrecevable ;

Attendu qu'il y a lieu de rejeter le recours ;

Attendu que l'Etat du Niger ayant succombé, il y a lieu de le condamner aux dépens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, après en avoir délibéré,

Déclare recevable le recours formé contre la sentence arbitrale rendue le 06 décembre 2014 dans l'affaire n°003/2013/ARB du 14 avril 2013 ;

Le dit non fondé et le rejette ;

Condamne l'Etat du Niger aux dépens.

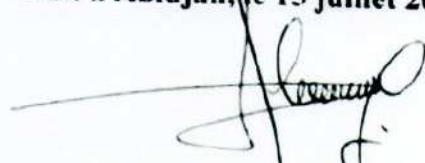
Ainsi fait, prononcé et jugé les jours, mois et an que dessus et ont signé :

Le Président

Le Greffier en chef

Pour copie exécutoire établie en six (06) pages par Nous, Maître Paul LENDONGO, Greffier en chef de ladite Cour.

Fait à Abidjan, le 15 juillet 2016



Maître Paul LENDONGO

EXHIBIT 1B

**ORGANIZATION FOR THE HARMONIZATION
IN AFRICA OF BUSINESS LAW
(OHADA)**

ENFORCEABLE COPY

**COMMON COURT OF JUSTICE
AND ARBITRATION
(CCJA)**

Plenary session

Public audience of July 14, 2016

Challenge review: no. 031/2015/PC of 02/12/2015

MATTER: REPUBLIC OF NIGER

(Counsel: SCPA JUSTICIA Avocats Associés, Attorneys to the Court)

versus

SOCIETE AFRICARD CO LTD (BVI)

(Counsel: SCP YANKORI et Associés, Attorneys to the Court)

JUDGMENT no. 141/2016 of July 14, 2016

The Common Court of Justice and Arbitration (CCJA) of the Organization for the Harmonization in Africa of Business Law (OHADA), Plenary session, has passed the following Judgment in its public hearing that was held on July 14, 2016, in Abidjan, in the presence of the following:

Mister	Abdoulaye Issoufî TOURE,	First Vice President, Chairman
Mrs.	Flora DALMEIDA MELE,	Second Vice President
Messieurs	Namuano F. DIAS GOMES, Victoriano OBIANG ABOGO, Marcel SEREKOÏSSE-SAMBA	Judge, Rapporteur Judge Judge
	Mamadou DEME, Idrissa YAYE, Djimasna N'DONINGAR	Judge Judge Judge
	Birik Jean Claude BONZI	Judge
	Diehi Vincent KOUA, Fodé KANTE	Judge Judge
	César Apollinaire ONDO MVE	Judge
	Robert SAFARIZIHALIRWA	Judge

and Attorney Paul LENDONGO, Esq.

Principal Clerk;

[stamp:] Organization for the Harmonization in Africa of Business Law (OHADA)
Common Court of Justice and Arbitration 01, P.O. Box 8702 Abidjan 01 Ivory Coast

[signature]

On the appeal recorded in the Registrar's office of the hereby represented Court on 02/12/2015 under no. 031/2015/PC and presented by SCPA JUSTICIA Avocats & Associés, Dar es Salaam, 52 rue de la Radio, P.O. Box 13.851 Niamey, acting in the name and on the account of the Republic of Niger, acting through the person of the Secretary General of the Government located in the Presidential Palace of the Republic in the matter that opposes it against the company AFRICARD CO Ltd, located at Geneva Place, Road Town, TORTOLA, BRITISH VIRGIN ISANDS, having as counsels: SCP YANKORI & Associés, having their offices located a 754 Rue du Plateau, Niamey (Niger),

in challenging the validity of the arbitration ruling rendered on December 06, 2014, by the Arbitration Tribunal, under the auspices of the CCJA, in matter no. 003/2013/ARB of April 14, 2013, of which the holdings are as follows:

"For the reasons here above, the arbitration tribunal:

- Declares that the demands for reparatory compensation for the prejudice suffered by the company AFRICARD CO LTD, Claimant, are admissible and well-founded;
 - As a consequence, sentences the Republic of Niger, Defendant, to the payment to the Claimant of the following sums:
 - FCFA 44,740,781 (Forty-four million, seven hundred and forty thousand, seven hundred and eighty-one CFA francs), as indemnification of the prejudice for losses suffered;
 - FCFA 15,440,533,316 (Fifteen billion, four hundred and forty million, five hundred and thirty-three thousand, three hundred and sixteen CFA francs), as indemnification of the prejudice for lost profits;
 - States that each of the amounts mentioned here above shall be interest-producing starting as of April 15, 2013, date of the filing of the arbitration request, up until full payment, at the annual interest of the Central Bank of the West African States (BCEAO), specified by the Claimant, which is to say 13 %;
 - FCFA 156,747,299 (One hundred and fifty-six million, seven hundred and forty-seven thousand, two hundred and ninety-nine CFA francs) for reimbursement of the fees of this proceeding which were incurred and advanced by it;
 - FCFA 1,000,000,000 (One billion CFA francs) for damages and interest for the non-pecuniary prejudice; states that this sum will be interest-producing starting from the pronouncement of the judgment, at the annual interest of the Central Bank of the West African States (BCEAO), specified by the Claimant, which is to say 13 %;
 - States that there is no call to convert the amount of the aforementioned judgments into euros;

- States that there is no call to order the provisional enforcement of this judgment;
- Receives, in its form, the Republic of Niger's counterclaim, but dismisses the appeal on the merits;
- Rejects all other requests, conclusions and submissions";

In support of its appeal, the appellant invokes the two means of annulment, as they appear in the request that is appended to this decision:

On the basis of the report of Mr. Namuano Francisco DIAS GOMES, Judge:

Whereas the provisions of Articles 21 through 25 of the treaty relating to the harmonization of business law in Africa;

Whereas the provisions of Articles 29 and 30 of the arbitration regulations of the Common Court of Justice and Arbitration of the OHADA;

Whereas the procedural regulations of the Common Court of Justice and Arbitration of the OHADA;

Whereas, it appears from the exhibits of the procedural file, that in view of supplying its citizens with biometric and electronic passports, over the course of 2011, under the auspices of the Ministry of the Interior, Public Security, of Centralization and Religious Affairs, the Republic of Niger had started a so-called administrative procedure "negotiated by direct agreement," with three companies which were specialized in the large-scale production of these documents; that this procedure, which was approved, authorized and initiated by the General Director of Monitoring of Public Markets; that the contract was granted to the company AFRICARD CO Limited (BVI), the notification of which would be made by letter no. 00000200/MIS D/AR/DGR/DAF/DMP of January 28, 2011, of said Minister, informing it of the granting of the contract for an amount of thirty-four billion, eight hundred million CFA francs (FCFA 34,800,000,000) excluding taxes; that said letter was followed-up by an agreement dated October 13, 2011, titled "*Convention pour la production de passeports biométriques et électroniques en République du Niger*" [Agreement for the production of biometric and electronic passports in the Republic of Niger]; that by letter dated March 24, 2012, said Minister informed the General Director of the company AFRICARD CO LTD of the termination of the agreement; that the company would plead with the Nigerian authorities so that they might reconsider their decision to cancel; that this gracious approach having been shown to be unsuccessful, the company AFRICARD CO LTD turned to legal means to object to the decision to cancel the agreement; that to this effect, the State Court of Niger, by means of Decision no. 13-04 of January 23, 2013, granted the motion of the company; that this Decision will not change anything in the position of said Minister; that faced with this silence, the company filed a petition for arbitration with the CCJA; that the Arbitration Tribunal, by the interim procedural award of June 09, 2014, declared that the unilateral termination by the

Republic of Niger was wrongful and faulty; recognizing the right to compensation of the company AFRICARD CL LTD for the prejudice and for lost profits, and for the effect of setting forth the amounts to be paid, ordered an expert opinion; that subsequent to the expert opinion the Arbitration Tribunal recognized, on December 06, 2014, the final judgment, which is the object of this appeal whose validity is being contested.

Regarding the admissibility of the appeal

Whereas in its response, the company AFRICARD CO Ltd has raised, at the start of the procedure, the inadmissibility of the appeal in a challenge of the validity relating to the grounds of one party, that an appeal is only open in those cases that are exceptionally foreseen by Article 30.6 of the Arbitration Regulations of the CCJA, that in the case in point, the means that have been invoked do not appear; and on the other hand that the appeal is marked by irregularities of form in breach of Article 27-1 of the Procedural Regulations of the CCJA which imposes upon the Parties to append copies of all of the appendices mentioned, and which are certified as copies by the party that is filing them;

But, whereas, in the case in point, on the one hand, one of the means that was raised is based upon the lack of compliance of the judgment of the Arbitrator with its mission; and that, on the other hand, it is clear from the procedural file that the Appendices are certified to be copies; that there is reason to declare that the appeal is admissible;

On the first plea of annulment based upon the lack of compliance of the judgment of the arbitrator with its mission together with breach of Articles 16 and 17 of the Arbitration Regulations and 26-3 of the Uniform Act on Arbitration Law

Whereas the Republic of Niger criticizes the Arbitration Tribunal for having ruled without having complied with its mission, on the basis that it had solely based itself on the Expert opinion so as to set forth the amounts of the prejudice suffered by the company AFRICARD CO Ltd instead and in place of the Nigerian legal provisions in the matter, whereas the transcript which applies as terms of reference foresees under point V-3 that the law that is applicable to the substance of the dispute is Nigerian law; that the reasons retained by the arbitration tribunal for the sentencing of the Republic to payment, for the indemnification of the losses suffered and for lost profits, were not justified as regards the provisions of Article 144 of Decree no. 2011-686/PRN/PM of December 29, 2011, on the Code of Public Procurement Markets and of Delegations of Public Services according to which: "Aside from cases in which termination is pronounced by virtue of point (a) of Article 142 here above, the contractor has a right to a termination indemnification which is calculated on a flat-rate basis on the basis of the services that remain to be carried out. The percentage is set forth in the general administrative specifications for each type of contract"; it is clear from the provisions of

Articles 16 and 17 of the Arbitration Regulations that “the rules that are applicable to the procedure before the Arbitrator are those that result from this Regulations, and, where the latter is silent, those that the parties, or lacking this, that the arbitrator shall determine, by referring or not to an internal procedural law that is applicable to the arbitration” and “the parties are free to determine the law that the arbitrator shall be required to apply to the dispute. Lacking any indication by the parties of the applicable law, the arbitrator shall apply the law designated by the conflict rule that he/she deems to be appropriate to the case in point. In all cases, the arbitrator will take into account the stipulations of the contract and normal business practice...”; and according to the terms of Article 26-3 of the Uniform Act on Arbitration Law: “... the Arbitration Tribunal must comply with the mission that has been conferred to it in ruling”;

But whereas it results from the exhibits of the procedural file that the Court of the State of Niger, by decision no. 13-04 of January 23, 2013, declared that the Nigerian legal texts of 2011 supporting the Code of Public Procurement Markets and of Delegations of Public Services raised by the Republic of Niger are not applicable to the agreement for the production of biometric and electronic passports in the Republic of Niger of October 13, 2011, on the basis that they succeeded the agreement; that Article 24, paragraph 2 of this agreement sets forth that: “in the event of termination, by the State of Niger, and without deficiency of the co-contracting party, the State of Niger commits to pay to it the sums corresponding to lost profits that result from this termination...”; that point IX.5 of the minutes of the meeting held September 26, 2013, which shall be considered the terms of reference, lays out that: “the Tribunal will be allowed, under its own initiative, or upon the request of one of the Parties, after having heard the Parties, to name one or a multitude of experts in application of Article 19.3 of the Arbitration Regulations...”; that the voluntary agreement which is at the basis of the contract between the Parties and the related legal texts will create an obstacle to one of them, during the course of execution of the contract, being able to modify it or terminate it; it is thus clear from the procedural file that during the pleadings of January 16, 2014, after having been summoned to explain himself more clearly on his secondary request, the Director of Litigation for the Republic of Niger, on page 82 of transcript no. 510, declared that: “The Tribunal is only required to take into consideration the exhibits and the evidence that do not contain any ambiguity for the assessment of the prejudice that has been caused to AFRICARD CO. This is the reason, and I must insist on this, that one requires a proper expert report so as to precisely determine what prejudice has been caused to AFRICARD CO...”; therefore, the use of the expert report for the setting of the amount of the damages and of lost profits does not deviate the tribunal from its mission; that it remains that the Arbitration Tribunal has indeed ruled in compliance with its mission and has not breached Article 30.6-2 of the Arbitration Regulations of the CCJA; that this plea is not well-founded; that there is reason to reject it.

On the second plea of annulment based upon insufficient reasoning, together with breach of Article 22-1 of the Arbitration Regulations

Whereas the State of Niger has criticized the Arbitration Tribunal for having breached the provisions of Article 22.1 of the Arbitration Regulations of the CCJA on the basis that the disputed judgment was not sufficiently substantiated;

But whereas by the terms of Article 29.2 of the Arbitration Regulations of the CCJA, the questioning of the validity of the arbitration judgment can only be based upon one of the reasons listed under Article 30.6 of the same Regulations; that the insufficient substantiation of the judgment is not amongst this list, this plea is admissible.

Whereas there is reason to reject the appeal;

Whereas the Republic of Niger has been unsuccessful, there is reason to order it to pay the costs.

FOR THESE REASONS

Ruling publicly, after having deliberated the matter,

Declares that the appeal presented against the arbitration judgment rendered on December 06, 2014, in matter no. 003/2013/ARB of April 14, 2013, is admissible;

States that it is not well-founded and rejects it;

Orders the Republic of Niger to pay the costs.

Thus being done, pronounced and judged on this day, of the month of the year here below and having signed:

The Chairman

The Principal Clerk

As certified enforceable copy, made out in six (06) copies by ourselves, Attorney Paul LENDONGO, Esq., Principal Clerk of said Court.

Abidjan, July 15, 2016

[signature]

Attorney Paul LENDONGO, Esq.

[stamp: Organization for the Harmonization in Africa of Business Law (OHADA)
Common Court of Justice and Arbitration 01, P.O. Box 8702 Abidjan 01 Ivory Coast]

[signature]

6



Morningside
Translations

TRANSLATION CERTIFICATION

450 7th Avenue
10th Floor
New York, NY 10123
Tel 212.643.8800
Fax 212.643.0005
www.morningtrans.com

**County of New York
State of New York**

Date: July 26, 2016

To whom it may concern:

This is to certify that the attached translation from French into English is an accurate representation of the documents received by this office.

The documents are designated as:

- RECOURS-CCJA

Eugene Li, Project Manager in this company, attests to the following:

"To the best of my knowledge, the aforementioned documents are a true, full and accurate translation of the specified documents."

Signature of Eugene Li